

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

HUBERT BUCHOU

P. SAINT-MARC

Agriculture et mesure de l'environnement

Journal de la société statistique de Paris, tome 116 (1975), p. 238-244

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1975__116__238_0

© Société de statistique de Paris, 1975, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

AGRICULTURE ET MESURE DE L'ENVIRONNEMENT

(Communications faites le 10 avril 1975 devant la Société de statistique de Paris)

Agriculture has often been criticized for pollution. The author denies the criticism and focuses the benefic part of agriculture on environment.

Die Landwirtschaft wird oft angeklagt die Ursache der Verunreinigung einer Gegend zu sein. Der Verfasser weist diese Kritiken zurück und betont im Gegenteil den wohltätigen Einfluss der Landwirtschaft auf ihre Umwelt.

Au cours des débats de ces dernières années à propos de la lutte contre la pollution, l'agriculture a été souvent mise en cause. Des critiques, des campagnes de dénigrement à son encontre sont relevées dans des textes ou constatées dans la presse. Les principaux reproches portent sur l'emploi inconsidéré des pesticides, des fertilisants, sur des négligences dans le stockage ou l'épandage de lisier, sur les odeurs d'élevages, sur l'emploi abusif d'implants, sur les travaux connexes au remembrement dans certains pays de bocage, sur la qualité des aliments, sur l'assèchement de marais, etc.

La plupart de ces critiques qui incitent l'opinion publique à considérer l'agriculteur comme un imprudent « colonisateur » du sol, sont le fait d'une généralisation hâtive; l'agriculteur ayant tout intérêt à gérer ses terres, — son capital et son outil de production — en « bon père de famille ».

Il est indéniable que certaines pratiques devront être abandonnées ou modifiées, ne serait-ce que pour s'adapter aux réglementations françaises ou européennes actuellement à l'étude. Ces réglementations risquent néanmoins de limiter partiellement l'activité agricole et de majorer les coûts de production. Il convient donc d'éviter des distorsions de concurrence avec les pays partenaires de la C. E. E.

Loin de laisser se focaliser l'opinion publique sur les aspects négatifs — en voie de résorption d'ailleurs — de certaines pratiques agricoles, il convient de mettre enfin l'accent sur le rôle bénéfique de l'agriculture sur l'environnement, à condition que les agriculteurs soient assez nombreux pour l'accomplir. Les agriculteurs souvent victimes eux aussi de la pollution (acide sulfurique des industries extractives, dioxyde de soufre, fluorures, métaux lourds, urbanisation...) sont non seulement producteurs de denrées alimentaires vitales dans un monde en perpétuelle expansion démographique, avec une surface arable en régression, mais ils sont aussi les principaux conservateurs et gestionnaires des ressources naturelles,

minérales et biologiques, limitées. A ces fonctions il convient d'ajouter, dans certaines régions, un rôle non négligeable de producteurs de services tertiaires, lié à un nouveau rôle de gestionnaires d'un espace de détente et de re-création voué à la détente, aux loisirs. Les agriculteurs deviennent à ce titre les nouveaux artisans de la *qualité de la vie*.

Cette notion est *capitale* pour l'agriculture elle-même, car, si *l'environnement a besoin de l'agriculture, l'agriculture a besoin d'environnement*.

Pour que les agriculteurs aient la possibilité d'exercer leurs rôles encore faut-il qu'ils puissent *vivre à la campagne; la vie en milieu rural conditionne la politique de l'environnement*.

Les ruraux et surtout les agriculteurs ont les mêmes besoins que les citadins; besoins économiques certes, mais aussi humains, culturels, médicaux, d'enseignement et surtout, de services... Il faut rompre ce cercle infernal : le petit nombre de bénéficiaires fait renoncer à la création de services (E. D. F., eau, téléphone, poste, assistance médicale...) dans les campagnes, d'où une aggravation de l'exode rural provoquant à terme un déséquilibre écologique.

Maintenir — ou rétablir — ces services peut paraître non rentable à la collectivité, mais en regard du coût de ces équipements, il faut évaluer le coût de la dégradation de l'environnement que provoquerait un abandon de la population dans certaines régions.

La lutte contre la pollution doit donc tenir compte non seulement des coûts de la dé-pollution (génératrice de revenus par ailleurs) mais doit aussi inclure la gestion des ressources naturelles dans la comptabilité nationale et internationale sanctionnant ainsi la destruction d'un capital, sa mauvaise gestion ou *a contrario* l'entretien, le maintien ou la régénération des ressources naturelles du capital-sol (nourricier et de loisirs), du capital-eau et du capital-air.

Citant Marx, M. Bertrand de Jouvenel rappelle « qu'une société ne se pose que les problèmes qu'elle est capable de résoudre ».

Le problème est posé, des solutions seront trouvées.

Hubert BUCHOU

*Vice-présidente la Fédération nationale
des syndicats d'exploitants agricoles*

Au cours de ces dernières années, on a eu trop tendance à ne considérer le monde rural que comme un élément secondaire dans la vie du pays, en limitant le rôle de l'espace rural à une réserve de terrains pour l'urbanisation.

Aujourd'hui, on se rend compte que ce fut une lourde erreur et que le monde rural est porteur de valeurs qui vont bien au-delà de la simple production de denrées agricoles.

C'est qu'en effet l'espace rural n'est pas seulement une zone de production, c'est aussi un milieu naturel particulièrement précieux et c'est également une civilisation dont la valeur psychologique et culturelle est considérable.

Le monde rural producteur de biens matériel et immatériels

La vocation du monde rural ne se limite pas à la production de biens matériels, mais elle conduit aussi à la création de ce que j'appellerai les biens immatériels. En effet, le monde rural n'est pas seulement producteur de céréales, de légumes, de lait, de viande, mais il est aussi producteur d'air pur, d'eau pure, de silence, de beauté, d'espaces verts dans lesquels on peut trouver le repos et la joie de vivre. Par conséquent, toutes ces satisfactions biologiques ou esthétiques qui nous sont offertes par le monde rural doivent être prises en compte pour apprécier l'importance réelle de l'espace rural dans notre société.

L'apport du monde rural dans la défense de notre environnement

D'abord au point de vue de notre santé : le monde rural assume une mission essentielle qui est la gestion du patrimoine naturel des français; c'est lui qui pour l'essentiel est le gardien de l'eau, de la forêt, de la verdure sur notre sol et il a donc, à ce titre, une mission essentielle :

Un kilomètre carré de forêts produit un millier de tonnes d'oxygène par an,

Un kilomètre carré de prairies produit 500 tonnes d'oxygène par an,

Par conséquent ces espaces verts ont une mission essentielle dans la production de l'air, puisque la moitié de l'oxygène mondial est produit par les espaces verts, c'est-à-dire les forêts et les champs.

Le monde rural a une autre fonction : c'est de donner de l'eau pure et si l'on établit le bilan des échanges entre le monde rural et le monde urbain, on s'aperçoit que le monde rural envoie au monde urbain de l'eau pure et qu'il reçoit en échange de l'eau polluée. Au confluent de l'Yonne et de la Seine par exemple, celle-ci contient 10 mg d'oxygène par litre d'eau; elle n'en contient plus que 1 mg à Bougival, en aval de Paris. On pourrait multiplier les exemples.

Ce n'est pas seulement une fonction biologique qui est assumée par l'espace rural, c'est aussi une fonction sociale et il faut à cet égard avoir présente à l'esprit l'importance de la fréquentation des forêts.

Il faut savoir, par exemple, que les forêts de la région parisienne reçoivent chaque année 60 millions de visiteurs, c'est-à-dire autant que l'ensemble des cinémas de la même

région parisienne! Et la forêt de Fontainebleau qui vient en tête pour cette fréquentation par les habitants de la région parisienne, reçoit 9 millions de visites par an, c'est-à-dire deux fois plus que tous les musées de France.

Il faut donc considérer que les forêts ont une vocation essentielle, non pas seulement de production de bois, mais aussi d'accueil de l'ensemble des citoyens qui désirent trouver des terrains de sports, des terrains de détente, des lieux de repos et en même temps des sites qui les inspirent, qui aient une valeur culturelle.

L'espace rural joue également un rôle sur le plan de la protection et de la sécurité physiques. En effet, on oublie trop souvent que, lorsqu'on abat des arbres inconsidérément, on déclenche des inondations et, en terrain de montagne, des avalanches. Florence, en Italie, est sujette depuis le xv^e siècle à des inondations périodiques très graves à cause des coupes inconsidérées des bois dans cette région. Si l'on a des inondations maintenant en Bretagne, à Morlaix en particulier, c'est parce qu'on s'est montré très imprudent dans l'arrachement des haies et des arbres qui assuraient une certaine sécurité physique, une protection contre l'inondation et l'érosion.

L'apport de l'espace rural à la sauvegarde d'une certaine civilisation

Une certaine beauté du paysage, à la fois de l'ensemble des champs et des forêts constitue souvent des sites remarquables. De même cette adaptation du village au paysage physique, à son cadre physique, et je suis frappé pour ma part, lorsqu'on circule dans l'ensemble de notre pays, de voir à quel point il y a, même dans les ensembles ruraux les plus reculés, des villages qui sont admirables et, dans les villages mêmes, des fermes anciennes qui ont souvent une très grande beauté de ligne, de coloris et de forme.

Il y a donc là une richesse artistique considérable qui est une des chances de notre pays, qui est un patrimoine d'une très grande valeur, à la fois touristique et je dirai même, sur le plan historique, qui est un témoignage de la grandeur de ce pays à travers l'histoire et de la valeur des hommes qui, tout au long des siècles, l'ont habité et l'ont façonné.

QUELLES CONSÉQUENCES EN TIRER POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Un certain équilibre est nécessaire entre l'homme et l'espace

C'est une des grandes erreurs qui ont pu être commises au cours des vingt dernières années que d'avoir ignoré ce qu'on appelle aujourd'hui l'écologie, c'est-à-dire les relations nécessaires entre l'homme et son habitat. On ne peut pas entasser un nombre illimité d'hommes sur un espace limité si l'on veut offrir à ces hommes un cadre de vie agréable. Il faut bien — si l'on augmente dans des proportions trop importantes cette zone qui est déjà l'une des plus denses de monde — que le niveau de vie des habitants continue à augmenter, mais leur bien-être diminuera de plus en plus parce que leur milieu de vie va se dégrader considérablement.

Il y a actuellement déjà 20 % de la population française sur 2 % du territoire de la France dans cette région parisienne qui, par rapport au reste de l'Europe, est un véritable monstre par l'importance de sa population en comparaison de son sol très limité. Nous sommes un des pays les moins peuplés de l'Europe et, malgré cela, nous avons réussi à produire une concentration qui est sans exemple dans le reste de l'Europe.

Il faut savoir qu'au-delà de toutes les règles juridiques, de tous les crédits budgétaires, de toutes les méthodes de financement, il y a une réalité profonde contre laquelle on ne peut pas lutter : c'est que la densité de la population, c'est-à-dire le nombre d'hommes au kilomètre carré, est un facteur essentiel pour la qualité de la vie. Si l'on accroît encore dans des proportions considérables la population de la région parisienne, il ne restera rien de ce qui fait encore aujourd'hui l'agrément de la vie dans cette région.

Un équilibre physique est indispensable : un certain nombre de zones vertes et de zones de productions agricoles doivent être maintenues ; zones de détente et zones d'équilibre économique par rapport à un monde urbain et industrialisé déjà très concentré.

UN ÉQUILIBRE PSYCHIQUE EST AUSSI INDISPENSABLE

Une civilisation doit être équilibrée, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être entièrement dominée par les problèmes du monde urbain qui deviennent de plus en plus préoccupants tellement la concentration urbaine est en train de produire des troubles psychiques et physiques de plus en plus graves et il suffit de voir, par exemple, la montée de la délinquance, la montée de la consommation des médicaments tranquillisants ou excitants dans les grandes villes pour se rendre compte que, psychologiquement, une civilisation ne peut pas durer si elle se concentre uniquement dans de très grandes agglomérations et s'il n'y a pas une certaine harmonie entre le monde rural et le monde urbain.

Rééquilibrer le monde rural et urbain

Une limitation du développement de la région parisienne vient d'être prévue par le Gouvernement : les perspectives d'augmentation pour l'an 2000 sont ramenées à 12 millions d'habitants au lieu de 14 millions. Bien que cet accroissement de 2 millions d'habitants en région parisienne par rapport au chiffre actuel, me paraît déjà un maximum, c'est tout de même une orientation qui me paraît très souhaitable par rapport à cette congestion cancéreuse d'une région qui devient véritablement un monstre par rapport au reste du pays. Indépendamment de cette nouvelle politique d'aménagement du territoire, c'est un rééquilibrage entre le monde rural et le monde urbain qui est nécessaire. Le monde rural est producteur de santé, par ce qu'il apporte comme air pur et comme espaces verts à la ville.

Au contraire, le monde urbain est producteur de nuisances et de maladies. Ce problème est particulièrement difficile dans la mesure où la pression foncière s'exerce d'une manière considérable. Bien que n'étant pas un exploitant rural, je connais tout de même ces problèmes des petites communes rurales pour la raison que je suis depuis plus d'une vingtaine d'années élu dans une petite commune rurale de la vallée de Chevreuse. Je connais les difficultés qui surgissent lorsque les agriculteurs de ma commune se voient offrir un certain nombre de propositions alléchantes par des promoteurs. C'est ainsi que des promoteurs immobiliers sont venus nous dire dans ma petite commune : « Faites donc une Z. A. C. sur ce plateau ; il y a là deux ou trois exploitations agricoles qui disparaîtront, mais nous vous offrirons en compensation un certain nombre d'équipements collectifs, une piscine, des tennis, des terrains de sports, une école, que sais-je encore, avec éclairage public et autres avantages gratuits... »

Il y a là véritablement un problème à la fois au niveau de l'agriculteur, de l'exploitant agricole, mais aussi sur le plan de l'intérêt de l'agriculteur, gardien d'un espace naturel, et des communes rurales qui ont à faire vivre, dans un cadre aussi agréable que possible, leurs habitants, mais qui ont également, par rapport à l'ensemble de la région parisienne, une mission de service public, de défense de cet espace naturel.

Ceci pose à mon avis de manière très aiguë la nécessité d'une double compensation : une compensation d'abord au niveau des propriétaires fonciers, entre les propriétaires de terrains à bâtir et les propriétaires de terrains agricoles, et je crois qu'à cet égard la réforme foncière qui va être discutée devant le Parlement pourrait offrir l'occasion de poser le problème d'une juste compensation, car il me paraît inévitable que les défenseurs de l'espace naturel soient, dans les proportions actuelles, aussi gravement pénalisés par rapport aux propriétaires de terrains à bâtir.

Pouvoir moderniser les communes rurales sans être obligés de l'urbaniser, comment pourrait être maintenu un certain nombre de grandes surfaces agricoles dans cette région parisienne où la pression foncière est si forte? A cet égard le rôle de la S. A. F. E. R. est considérable car, à mon avis, si on ne maintient pas un certain nombre d'exploitations agricoles importantes à la fois en surface et en qualité dans la région parisienne, nous courons à la catastrophe, car on va assister à la transformation de toute l'Ile-de-France en une immense ville.

Il y a donc un certain nombre de mesures à prendre pour assurer la pérennité d'un capital naturel qui est à la fois un instrument de production pour les agriculteurs et une réserve de nature pour l'ensemble des habitants de cette région.

Ceci suppose également qu'il y ait, au niveau des collectivités locales — et j'insiste sur ce point — une compensation entre les grandes villes qui envoient leurs habitants profiter de ces espaces de plein air gratuits que sont nos forêts, nos champs, nos rivières, et puis ces communes rurales qui offrent gratuitement ces espaces naturels à l'ensemble des urbains. Il faut considérer désormais qu'au lieu de construire toujours ces bases de plein air artificielles, qui coûtent souvent fort cher, il vaut mieux aider les communes rurales à maintenir ce patrimoine naturel ouvert à tous, compensation qui devrait prendre la forme d'un certain nombre d'avantages, en particulier de subventions données aux communes rurales qui justement ont du mal à pouvoir équiper leurs installations et il est certain qu'à l'heure actuelle, pour beaucoup de communes rurales, le développement, c'est-à-dire la modernisation des équipements sociaux, sportifs, culturels, économiques, a passé nécessairement jusqu'ici par l'urbanisation, c'est-à-dire la perte du caractère rural.

Assurer la renaissance rurale

Un certain nombre d'investissements nécessaires à la défense de l'environnement doivent se conjuguer à des investissements qui également servent le monde rural. Je prends trois exemples.

— Le développement de la forêt :

Il me paraît anormal que, dans un pays comme la France, où il y a tant d'espaces encore en friches, tant de terres abandonnées faute de pouvoir y réaliser une culture rentable, malgré ces disponibilités en espaces qui sont considérables, la France a un déficit de 4 milliards de nouveaux francs par an pour sa balance commerciale en bois. Si nous développons, comme l'avait proposé le V^e Plan, le boisement dans notre pays, il y aurait plus de deux

millions d'hectares supplémentaires que nous pourrions boiser, c'est-à-dire à la fois offrir aux générations futures des possibilités considérables de distractions et de repos dans ces nouvelles sources d'air pur et de beauté et, en même temps, le moyen de produire du bois que nous achetons fort cher à l'étranger.

— *La dépollution de nos rivières :*

Si nous voulions dépolluer nos rivières, il en coûterait 40 milliards de francs en dix ans pour rendre une pureté presque totale à la totalité de nos rivières et de nos cours d'eau, et ceci coûterait cinquante fois moins cher que de construire des bases de plein air ayant une surface égale à celle des cours d'eau publics. Il y a donc des investissements qui répondraient à la fois à un intérêt agricole : développer la pêche, avoir une eau plus pure, et en même temps à un intérêt social et écologique très grand.

— *La modernisation du patrimoine rural, sous la forme d'un habitat à restaurer.*

Je trouve qu'il y a un immense gâchis dans le délaissement de ce patrimoine d'habitat qui souvent est en très mauvais état ou qui risque de se dégrader lorsqu'il est encore en bon état. Il faut savoir qu'en France il y a actuellement dans l'espace rural, c'est-à-dire dans des communes de moins de 5 000 habitants, 2 millions de logements sous-occupés ou inoccupés, qu'ils appartiennent à des agriculteurs ou à des non-agriculteurs. Pourquoi ne pas essayer de remettre en état ce patrimoine, en particulier pour développer le tourisme rural? Il me paraît aberrant d'autre part que, sur ces 2 millions de logements qui pourraient être utilisés, il n'y ait que 15 000 gîtes ruraux, c'est-à-dire une proportion dérisoire, pour le tourisme rural.

Voilà donc un certain nombre d'activités nouvelles pour le monde rural dans son ensemble. J'ajoute qu'il y aurait également toute une série d'actions à promouvoir, en particulier pour abaisser le seuil des emplois à créer, pour décentraliser les industries car il est à mon avis très contestable d'exiger, pour bénéficier de l'aide à la décentralisation, qu'il y ait création d'au minimum quinze emplois industriels, ce qui paralyse l'implantation de petites entreprises dans l'espace rural.

Conclusion

Dans le monde qui vient, les problèmes de l'environnement auront une place sans cesse plus grande si les ruraux savent jouer leur rôle dans la défense de l'environnement. Il auront un nouvel avenir qui ne sera pas seulement un avenir de production agricole, mais un avenir de sauvegarde de la qualité de la vie des Français et c'est à ce moment-là que nous pourrions ouvrir la voie à ce qui doit être une des grandes chances de la France dans le dernier quart du xx^e siècle, je veux dire la Renaissance rurale.

P. SAINT-MARC
Conseiller à la Cour des comptes